



Vendredi 26 octobre 2018

5 ans après la révolte des Bonnets rouges, le Collectif Vivre, Décider et Travailler en Bretagne continue de refuser toute forme d'écotaxe

Le 26 octobre 2013, plus d'un millier de salariés, artisans, paysans, commerçants, entrepreneurs, transporteurs, élus locaux coiffés d'un bonnet rouge, symbole de leur refus du racket fiscal organisé par le gouvernement, étaient rassemblés au pied du portique Ecotaxe de Pont-de-Buis avec 250 camions, tracteurs et remorques. Face à l'immobilisme de l'Etat, le combat contre l'écotaxe a pris une tournure grave. C'était la (re-)naissance de la révolte des Bonnets rouges.

Suite à l'issue tragique de cette mobilisation qui a occasionnée plusieurs blessés graves, le Ministre de l'Agriculture en place, Stéphane Le Foll, avait assuré avoir « parfaitement entendu » et « parfaitement compris » le message exprimé par les manifestants bretons. Par la suite, Ségolène Royal, alors Ministre de l'Environnement a annoncé l'abandon de l'écotaxe.

Il semblerait que le gouvernement actuel ait oublié ces événements ! Fin mars 2018, la ministre des Transport, Elisabeth Borne, a relancé publiquement l'idée d'une réintroduction de l'écotaxe. 5 ans après la chute du portique de Pont-de-Buis, le gouvernement s'est donné pour objectif de décider, avant la fin du mois d'octobre, s'il crée ou non une vignette poids lourds.

La situation est inadmissible ! L'abandon de l'écotaxe a permis à l'Etat de réaliser des économies et de collecter plus de recettes grâce à la hausse du TICPE que ce qui était initialement prévu ! **La France dispose aujourd'hui des ressources suffisantes pour financer ses infrastructures de transport.** La mise en place d'une nouvelle vignette se base sur de nombreux faux arguments : taxation des poids lourds étrangers, illusion du report modal en faveur du ferroviaire ... Alors que les entreprises de production françaises subissent déjà la flambée du prix du carburant, avec la vignette, le gouvernement semble préférer accroître encore plus leur taxation. La France connaît le plus fort déficit commercial de la Zone euro. **Les entreprises de production ne peuvent plus supporter une hausse de leurs coûts de production !**

Les leitmotifs de 2013 restent d'actualité : maintenir la gratuité des routes en Bretagne, en finir avec les distorsions de concurrence et le dumping social, et libérer les énergies en réduisant les normes et les contraintes administratives.

Aussi, 5 ans après la chute du dernier portique finistérien, le Collectif Vivre, Décider et Travailler en Bretagne reste en veille constante et prêt à mobiliser à nouveau toutes les forces vives de l'économie du territoire.

Aucune concession ne sera faite, nous, nous n'avons pas oublié !